

programmes d'aide aux jeunes délinquants et aide des groupes à trouver des emplois aux anciens détenus. Quant à savoir si les groupes du comté du député seraient admissibles, cela dépend de leurs demandes. Je leur recommande de présenter leurs demandes et on les étudiera de la façon habituelle.

* * *

[Français]

LES PÊCHERIES

LA RÉDUCTION DES PATROUILLES SUR LA CÔTE OUEST—LES MESURES DU GOUVERNEMENT EN VUE DE RECONSTITUER LES EFFECTIFS

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, je cherche à éclaircir une réponse que m'a donnée récemment l'honorable ministre de l'Environnement. A cette fin, je pose ma question à l'honorable ministre d'État aux Pêcheries.

Le ministre serait-il à même d'assurer la Chambre que les patrouilles de surveillance assurant la protection de nos pêcheries sont revenues à leurs effectifs normaux ou est-il obligé d'admettre qu'il y a une réduction considérable de ces patrouilles, ce qui pourrait nuire irrémédiablement à nos pêcheries ainsi qu'à nos revendications découlant de la Convention des droits de la mer?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État, Pêcheries): Monsieur le président, s'il y a eu une certaine réduction c'est que le *Tanu* avait besoin de réparations qui ont duré quelques jours avant qu'il puisse retourner en mer. Six des 17 navires qui patrouillent à l'intérieur de nos eaux reprendront le service la semaine prochaine pour y vérifier les stocks de harengs. Je dois dire à l'honorable député qu'il est normal en cette fin de saison de la pêche au saumon qu'il y ait assemblage de la flotte, soit pour permettre à certains équipages de prendre des congés ou pour réorganiser l'horaire de certains autres équipages. Je reconnais avec lui qu'il y a des difficultés de financement et que nous devons maintenir une certaine réserve pour la pêche du printemps soit celle du hareng au mois de mars. Je puis assurer l'honorable député que nous n'avons pas du tout l'intention de laisser les mers sans protection dans cette région.

* * *

● (1440)

[Traduction]

LES FINANCES

LA LIVRAISON DES CHÈQUES DE DIVIDENDES DES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DURANT LA GRÈVE DES POSTIERS

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de Finances. Hier en réponse à une question que j'avais posée préalablement le ministre a déclaré que des pourparlers étaient en cours avec les banques à charte et qu'on cherchait un autre moyen de faire parvenir aux bénéficiaires le 1^{er} novembre les intérêts recevables sur les obligations d'épargne du Canada. J'ai appris que ces pourparlers avaient été couronnés de succès. Le ministre peut-il fournir des précisions

et dire comment le porteur d'une obligation pourra toucher ses intérêts?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je voudrais dire au député de Victoria que je lui sais gré de sa considération et de son initiative à cet égard. Comme il l'a signalé, nous avons maintenant conclu des arrangements avec les banques à charte en vertu desquels les bénéficiaires d'intérêts sur les obligations d'épargne échus le 1^{er} novembre pourront les toucher en présentant une demande à la banque à charte, la caisse populaire ou toute autre institution financière avec laquelle ils font affaire. A ce sujet, ces personnes devraient communiquer avec leurs représentants financiers respectifs et leur fournir des pièces d'identité complètes; le gouvernement s'efforcera alors d'envoyer ces chèques le plutôt possible aux institutions financières qui les remettront aux intéressés.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES PROPOS DE M. LAJOIE AU SUJET DE LA FOURNITURE DE CÉRÉALES AUX PAYS DU TIERS-MONDE—LES INTENTIONS DU MINISTRE

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le président de l'ACDI, M. Lajoie, exposait-il la politique du gouvernement lorsqu'il a parlé devant le Conseil des grains du Canada et suggéré que le Canada fasse attendre ses clients traditionnels qui lui achètent des céréales, la Russie, la Chine, le Japon et la Grande-Bretagne, jusqu'à ce que soient satisfaits les besoins des pays affamés du tiers-monde.

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas vu les commentaires attribués au personnage en question mais, s'il a fait cette déclaration, ce n'était assurément pas en mon nom.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LE FILM DE RADIO-CANADA RELATIF AUX ACTES DE BRACONNAGE IMPUTÉS À DES CHASSEURS—DEMANDE D'ENQUÊTE

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Étant donné que le film «Earthwatch» présenté au réseau anglais de Radio-Canada représente les sportifs canadiens comme des tueurs impitoyables qui se servent d'avions et de motoneiges pour traquer et tuer le gibier, et que ces actes sont interdits par la loi dans toutes les provinces canadiennes, le ministre voudrait-il se renseigner afin de savoir où les séquences de ce film ont été tournées et quelles sont les personnes qui ont participé à ces actes illégaux, surtout au Canada?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, je ne saurais dire au juste si cela relève de ma compétence, mais je vais me renseigner et ferai rapport au député.